

L'argent dans la presse a la Belle Époque

El dinero en la prensa en la Belle Époque

Money in the Belle Époque Press

Jean-Yves Mollier

Professeur émérite d'histoire contemporaine

Université Paris Saclay/Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Francia

jean-yves.mollier@uvsq.fr

Résumé: Cet article s'intéresse au rôle de l'argent dans le développement de la presse française à la Belle Époque, les années 1880-1910. Alors que la vente des journaux quotidiens passe de un million d'exemplaires en 1870 à trois millions en 1880 puis neuf à dix millions en 1900 (pour moins de 40 millions d'habitants), les banques et les grandes entreprises industrielles pénètrent en profondeur le journal. Les pages financières sont affermées à des firmes spécialisées dans les annonces et les grandes entreprises s'efforcent d'utiliser la presse pour drainer l'épargne publique. Plusieurs scandales, de Panama, du cuivre, des emprunts russes révéleront l'ampleur de la corruption des journalistes et patrons de presse, doublée d'une corruption parlementaire non moins importante. Le conseiller du ministre russe des Finances parlera à juste titre de "l'abominable vénalité de la presse" qui fragilisait la démocratie et manifestait la capacité des médias à manipuler l'opinion publique.

Mots clés: argent; corruption; opinion publique; presse; scandales.

Resumen: Este artículo se centra en el papel del dinero en el desarrollo de la prensa francesa durante la Belle Époque, 1880-1910. Mientras que la venta de diarios aumentó de 1 000 000 de ejemplares en 1870 a 3 000 000 en 1880 y de 9 000 000 a 10 000 000 en 1900 (menos de 40 000 000 de habitantes), los bancos y las grandes empresas industriales penetraron profundamente en los periódicos. Las páginas financieras se alquilaban a compañías especializadas en

publicidad y las grandes empresas trataron de utilizar la prensa para drenar el ahorro público. Varios escándalos, procedentes de Panamá, el cobre y los préstamos rusos, revelarán la extensión de la corrupción de los periodistas, los propietarios de la prensa, así como de los parlamentarios. El consejero del Ministro de Finanzas ruso hablará acertadamente de “la abominable venalidad de la prensa” que socavó la democracia y demostró la capacidad de los medios para manipular a la opinión pública.

Palabras clave: dinero; corrupción; opinión pública; prensa; escándalos.

Abstract: This article focuses on the role of money in the development of the French press during the Belle Époque, 1880-1910. When the sale of newspapers increased from 1 000 000 copies in 1870 to 3 000 000 in 1880 and from 9 000 000 to 10 000 000 in 1900 (in a country with fewer than 40 000 000 inhabitants), banks and large industrial companies played a major role in newspapers. Financial pages were rented to companies specializing in advertising while major companies attempted to use the press to drain public savings. Several scandals, involving Panama, copper and Russian loans, revealed the extent of corruption of journalists and press owners, together with no less corruption in parliament. The adviser to the Russian Finance Minister spoke rightly of “the abominable venality of the press,” which undermined democracy and demonstrated the ability of the media to manipulate public opinion.

Key words: money; corruption; public opinion; press; scandals.

Reçu le 18 août 2017 Accepté le 20 octobre 2017

Publié en 1923-1924 sous la forme d'une série d'articles sur les mœurs de la Belle Époque, le reportage intitulé « L'abominable vénalité de la presse française » annonce les campagnes de l'entre-deux-guerres dénonçant « la presse pourrie » (Modiano, 1935). Ce titre choc devenu celui d'un livre paru en 1931 avait été emprunté à une remarque amère faite par le principal cor-

rupteur des quotidiens français au moment du lancement des emprunts russes, le financier Arthur Raffalovitch (1931), dans une lettre au ministre des Finances du tsar, Isvolsky. Ecoeuré par l'acharnement des propriétaires de journaux à solliciter l'octroi de fonds secrets pour vanter la sûreté des placements de l'épargne française en Russie, Raffalovitch en venait à s'indigner contre l'appétit de ceux dont il était chargé d'acheter la rédaction d'articles complaisants envers le gouvernement et les finances de son pays (Girault, 1973). Comme la Bourse de Paris avait remplacé celle de Berlin dans le placement des emprunts russes à la fin de l'année 1888, au moment précis où allait s'effondrer la compagnie universelle du canal interocéanique, à l'origine du déclenchement d'un des plus grands scandales financiers de la Belle Époque, celui de Panama (Mollier, 1991), on voit immédiatement le lien qui s'établit entre deux immenses campagnes de presse destinées à financer les grands travaux internationaux du moment. Pendant dix ans, de 1879 à 1888, les journaux français n'avaient cessé de vanter l'excellence de la technologie nationale et le savoir-faire des ingénieurs français chargés de percer l'isthme reliant l'Océan pacifique à l'océan atlantique en Amérique centrale. Ils avaient mis en avant la figure du « Grand Français », Ferdinand de Lesseps, le héros du canal de Suez qui rêvait d'une seconde conquête en Amérique et devait entraîner la ruine de sept à huit cent mille épargnants qui l'avaient accompagné dans sa chevauchée titanesque (Voir aussi Bouvier, 1964 ; Simon, 1971).

Loin d'avoir été guéris de la tentation de confier leurs économies à des aventuriers ou des aigrefins qui ne songeaient qu'à s'enrichir, les Français avaient apporté avec encore davantage d'empressement leurs économies aux banquiers qui vantaient la solidité des emprunts russes et celle de l'État russe dont chacun sait qu'il ne devait pas survivre à la catastrophe de la Première Guerre mondiale. Le souvenir de cette époque maudite devait nourrir une partie non négligeable de l'anticommunisme dans les campagnes françaises après 1917 (Berstein et Becker, t. 1, 1987) et, aujourd'hui encore, certains Français réclament au gouvernement de Vladimir Poutine le remboursement des dettes que Lénine refusa d'assumer. La force du traumatisme laissé dans les consciences par ces événements tire son intensité de la démesure qui entourera les campagnes de presse des années 1880-1910. Les quotidiens avaient pris l'habitude d'affirmer leurs pages d'informations financières et boursières à des entreprises qui revendaient elles-mêmes cet espace aux annonceurs. Assurés de gagner beaucoup d'argent en louant ainsi plusieurs pages du journal à des sociétés privées, les patrons de presse devaient, en échange, surveiller

attentivement le contenu des articles qui traitaient de sujets en rapport avec les placements des Français (Martin, 1997). Ainsi n'était-il pas question de s'étendre sur la fièvre jaune qui décimait des promotions entières d'ingénieurs des Ponts et Chaussées à Panama au milieu des années 1880 ou d'effrayer les paysans français en dépeignant l'intensité de la révolte des ouvriers de Saint-Pétersbourg en 1905.¹ Ceux qui drainaient l'épargne publique et abondaient la caisse des grands quotidiens nationaux ou régionaux exigeaient en contrepartie une information très contrôlée pour tout ce qui touchait à l'Amérique latine ou, plus tard, à la Russie et au pétrole du Caucase.

La croissance exponentielle de la presse française qui vendait un million de quotidiens par jour en 1870, trois millions en 1880 et plus de neuf millions en 1910 était à l'origine de cette débauche d'argent qui permettait aux titres les plus lus, *Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Journal*, *Le Matin*, mais aussi au *Figaro*, au *Journal des Débats*, au *Temps* et à tant d'autres journaux, de disposer d'une trésorerie abondante (D'Almeida et Delporte, 2003). Cela permettait d'entretenir de nombreux reporters et des correspondants un peu partout dans le monde, et de ne pas lésiner sur les moyens techniques et humains à déployer pour offrir au public sa ration quotidienne de sensations fortes. Toutefois, le prix à payer pour recevoir cette manne providentielle était incompatible avec la mission que les journalistes se flattaient de remplir, informer les lecteurs le plus honnêtement possible (Delporte, 1999). Alors même que les pionniers de la presse avaient mis leur honneur à abattre les bastilles en 1789 et à lutter contre toutes les formes de censure sous la Restauration et le second Empire, et que leurs héritiers avaient enfin obtenu la libération des barrières qui entravaient la presse lors du vote de la grande loi libérale du 29 juillet 1881, les conséquences de cette liberté semblaient pires que les bâillons du régime monarchiste (Bellanger, et al., 1969-1979). « Que la République était belle sous l'Empire! » devait écrire un journaliste au moment de la chute de Jules Ferry en mars 1885² tandis que l'écrivain Octave Mirbeau constatait douloureusement : « Le journaliste se vend à qui le paie

¹ Obligés toutefois de traiter de l'actualité pour ne pas perdre leurs lecteurs, les journaux subventionnés par l'Etat russe devaient se livrer à un véritable exercice d'équilibriste pour décrire la révolution en cours dans le pays tout en minimisant sa portée.

² C'est l'historien Alphonse Aulard qui est l'auteur de cette remarque pessimiste au moment de la chute de Jules Ferry ; cf. Georges Belloni (1949, p. 95).

». ³ Il en savait quelque chose, lui qui avait été le secrétaire d'un député conservateur avant de lancer, avec la revue *Les Grimaces*, en 1883, un hebdomadaire subventionné par une grande banque d'affaires dont il défendait secrètement les intérêts (Michel et Nivet, 1990).

Quand les partisans du capitaine Dreyfus réclameront avec insistance le retour en France du déporté à l'île du Diable, au large de la Guyane, ils seront victimes de la vindicte des lecteurs de la grande presse qui accusera en permanence la famille de l'innocent et le « Syndicat », c'est-à-dire la banque juive, de financer très largement leur campagne de mobilisation de l'opinion publique (Oriol, 2014). Ceux-là mêmes qui s'entendaient pour éviter la réouverture d'un procès dont ils sentaient bien qu'il leur échapperait et contredirait celui de 1894 retournaient contre leurs adversaires un argument devenu l'un des plus polémiques à la fin du XIX^e siècle. La croissance de l'économie française dans les années 1850-1870 expliquait en partie la pénétration de l'argent dans une société réputée plutôt janséniste en la matière et Emile Zola (1890), après Balzac, mais aussi Vallès (1975) et Feydeau (1873), décrira avec talent la montée inexorable de la nouvelle idole du jour, ce Veau d'or que dessinent ou peignent nombre d'artistes de la Belle Époque et que chante le chœur du *Faust* de Gounod. La courtisane Nana en est l'exemple le plus achevé mais le banquier du roman *Paris* qui est la cible des attentats anarchistes de la fin du siècle illustre cette haine de l'argent qui justifie aux yeux des révolutionnaires le risque de tuer des innocents pour accoucher d'une société débarrassée de ce mal jugé responsable de la perversion des consciences (Zola, 1898).

L'ARGENT À L'ASSAUT DE LA PRESSE FRANÇAISE

Les journaux de la Révolution française ne disposaient pas de financements particuliers et la plupart des titres s'éteignaient aussi vite qu'ils voyaient le jour. Même si Mirabeau disposait de fonds secrets et si le « parti » royaliste dépensait beaucoup d'argent pour rallier les déçus de la Révolution à sa cause, la plupart des journalistes défendaient un idéal et ne se souciaient guère de la rentabilité de leurs titres. Il en fut de même après 1815 quand la presse retrouva un peu de la liberté perdue sous l'Empire et, jusqu'en 1848, seuls les

³ Octave Mirbeau. Le chantage. In *Les Grimaces* du 9 septembre 1883 ; cf. Journalisme. In Lemarié et Michel (2011).

journaux « ministériels » disposaient d'un financement occulte qui rejaillissait sur leur contenu (Martin, 1997). Les journaux républicains ne pouvaient compter que sur la force de leurs convictions pour trouver des lecteurs et la presse socialiste naissante, surtout fouriériste ou « phalanstérienne », comme l'on disait, était en permanence à la recherche de militants susceptibles d'assurer sa diffusion. Le lancement d'un périodique ne coûtait d'ailleurs que peu d'argent et, en province, à Chartres, par exemple, huit cents à mille abonnés suffisaient pour couvrir les frais d'un journal, *Le Glaneur d'Eure-et-Loir* en l'occurrence, qui paraissait trois fois par semaine. Il en était de même de *L'Indépendant des Pyrénées Orientales*, le journal de la famille Arago à Perpignan, ou du *Bien public* à Dijon, tous ces quotidiens régionaux s'autofinçant sans qu'il soit besoin d'interventions occultes pour garantir leur santé financière (Feyel, 1999).

Les choses commencèrent à changer avec le mouvement de reprise de l'économie française au début des années 1850. La naissance des grandes banques de dépôt, le Crédit Lyonnais et la Société Générale, en 1863-1864, symbolisent cette entrée dans une ère de prospérité que vient accompagner la loi du 24 juillet 1867 sur la création, désormais facilitée, des sociétés anonymes. L'autorisation de l'Etat est devenue inutile et il suffit de se rendre chez un notaire et de déposer les statuts de la nouvelle entreprise, au capital illimité, pour que poussent comme des champignons des sociétés industrielles ou financières qui font aussitôt appel à l'épargne pour réunir leur fonds social (Bouvier, 1961; Blancheton et Bonin, 2017). *L'Argent, Son Excellence Eugène Rougon, Nana, Au Bonheur des dames*, tous ces romans appartenant au cycle des *Rougon-Macquart*, cette « histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second Empire », décrivent à la façon d'un chirurgien découpant un cadavre à la morgue l'avènement de cette société dans laquelle l'argent est le souverain incontesté.⁴ Plus encore qu'en 1830 quand Karl Marx avait cru apercevoir l'ombre des banquiers dans le sillage du roi bourgeois, Louis-Philippe,⁵ c'est Napoléon III qui a inauguré l'ère des grandes affaires. Le chemin de fer, qui tisse sa toile dans tout le pays, les bateaux à vapeur sur les mers et les grands fleuves, les mines et leurs terrils qui se dressent dans le pays noir, les grands

⁴ Voir Colette Becker et Pierre-Jean Dufief (dir.) (2017), pour une mise au point sur Zola, l'argent, et l'univers décrit par cet écrivain.

⁵ Karl Marx (1984) affirme qu'au lendemain de la révolution de 1830, le banquier Laffitte, ami intime du duc d'Orléans devenu roi sous le nom de Louis-Philippe Ier, roi des Français, se serait écrié : « Maintenant, le règne des banquiers va commencer ».

magasins, *Bon Marché*, *Louvre*, *Samaritaine*, et les banques à succursales multiples ouvertes dans la moindre bourgade un peu prospère sont les signes bien visibles de ces mutations de l'économie et de la société (voir Milza, 2004; Yon, 2009).

En publiant, sans nom d'auteur, *L'Argent*, par un *Homme de Lettres devenu Homme de Bourse*. *Rentiers*, *Agioteurs*, *Millionnaires*, en 1857, et en le faisant précéder d'une « Lettre à Monsieur Jules Mirès », le banquier qui avait racheté consécutivement le *Journal des chemins de fer*, puis le *Conseiller du peuple* de Lamartine, *Le Pays*, le *Constitutionnel* et *La Presse*, Jules Vallès révélait à ses lecteurs le secret de son époque (Vallès, 1975; Bellet, 1995). Le capital était bien le roi ou l'empereur et Mirès allait d'ailleurs accorder la main de sa fille au prince Jules de Polignac en 1860 avant de s'écrouler, l'année suivante, et de passer quelques semaines en prison selon le scénario qu'aurait pu rédiger n'importe quel auteur de mélodrame.⁶ La chute du « nabab », pour reprendre un titre donné par Alphonse Daudet (1877) à une de ses fictions parue vingt ans plus tard, annonçait les nombreux krachs et autres faillites qui vont marquer l'avènement de la Troisième République, le régime qui naît, en septembre 1870, de la chute du précédent et de la défaite de la France devant la Prusse. C'est d'ailleurs en raison du traumatisme engendré par la victoire des armées allemandes coalisées que le terme de « krach », emprunté à l'allemand *krachen* qui veut dire « exploser », finira par être préféré à celui de faillite jusque-là synonyme de dégringolade financière et de ruine du commerçant, tel César Birotteau, le héros éponyme de Balzac qui meurt de crise cardiaque à l'instant précis où il vient d'obtenir sa réhabilitation au tribunal de commerce (Mollier, 1991; Bouvier, 1960). Manifestement entre l'époque que décrit Balzac (1837) où le sens de l'honneur habitait encore le cœur des commerçants et celle du *Nabab* de Daudet, un cataclysme s'est produit et l'on est entré dans une autre ère géologique qu'annonçait d'ailleurs le banquier Du Tillet, le responsable des déboires de César Birotteau.

Jules Vallès et Ernest Feydeau avaient averti leurs lecteurs des années 1850-1870 : la Bourse avait remplacé le Panthéon et les nouvelles idoles ressemblaient à celles décrites dans la *Genèse* lorsque Moïse redescendit du Sinaï. Les foules adoraient désormais le Veau d'or et l'argent était omniprésent,

⁶ Sur Jules Isaac Mirès, homme d'affaires et grand investisseur dans la presse de son temps, il n'existe pas d'étude majeure mais on peut se reporter à Siegfried Kracauer (1994), et à Roger Bellet (1995).

y compris dans la presse où il modifiait profondément les usages jusque-là en vigueur (Kalifa et al., 2011). Dix ans plus tard, Jules Ferry, simple avocat et journaliste républicain, écrira une série d'articles intitulés « Les comptes fantastiques d'Hausmann », jouant ainsi sur le succès d'Offenbach, *Les Contes d'Hoffmann*, et le nom du préfet de la Seine, le baron Hausmann, qui avait éventré Paris et construit ces immenses artères qui permettent aujourd'hui de circuler aisément d'Est en Ouest et du Nord au Sud de la capitale (Pinon et Des Cars, 1998). Une presse aux ordres avait vanté les mérites d'un empereur et d'un préfet bâtisseurs et Henri Rochefort avait dû délocaliser à Bruxelles la fabrication de son pamphlet, *La Lanterne*, pour échapper aux poursuites (Dauphiné, 2004). Des lois un peu moins liberticides avaient été tardivement adoptées, en 1867-1868, et la presse avait retrouvé un peu de sa vigueur perdue mais, avant 1870, et même 1879, il était difficile et risqué de défendre un point de vue hétérodoxe. Faute de pouvoir traiter de politique, la petite presse s'était contentée des faits divers et *Le Petit Journal* avait été fondé, en 1863, pour exploiter ce filon dont les lecteurs allaient se montrer extraordinairement friands dans les années suivantes. Avec la vente au numéro qui remplace l'abonnement et la hausse rapide des tirages –300 000 exemplaires ou davantage pour ce quotidien en 1869– tous les ingrédients étaient réunis pour que les établissements financiers considèrent de leur intérêt de détourner cette caisse de résonance à leur profit.

LE JOURNALISTE SE VEND À QUI LE PAIE !

Cette remarque désabusée d'Octave Mirbeau, l'imprécateur qui a laissé un portrait dramatique du « prolétaire des lettres » (Michel, 2001, t. III, ppp. 867-872), l'écrivain contraint d'écrire des romans sous pseudonyme ou de tremper sa plume mercenaire dans une encre nauséabonde, mérite d'être citée en entier. Mirbeau écrit en effet dans *Les Grimaces* du 9 septembre 1883 : « Le journaliste se vend à qui le paie. Il est devenu machine à louange ou à éreintement comme la fille publique machine à plaisir ; seulement celle-ci ne livre que sa chair tandis que celui-là livre toute son âme. Il bat son quart dans ses colonnes étroites –son trottoir à lui– accablant de caresses et de gentils propos les gens qui veulent monter avec lui, insultant ceux qui passent indifférents à ses appels, insensibles à ses provocations ». Stipendié par le banquier Edmond Joubert qui subventionne cette feuille antisémite dans laquelle le

rédacteur doit attaquer les adversaires de la Banque de Paris et des Pays-Bas et flatter ses clients, Octave Mirbeau conservera toute sa vie le remords de ses écrits dictés par les circonstances (Michel et Nivet, 1990 ; Lemarié et Michel, 2011). Au-delà de leur contenu, on insistera sur la prolifération, en ces années 1880-1900, de nombreuses feuilles d'annonces, en général payées par des entreprises qui n'osent afficher leurs intentions. Journaux de chantage et périodiques boursiers maquillés en feuilles d'informations se sont en effet multipliés par ces temps de crise et ils ont accompagné les faillites et déconfitures des grosses sociétés construites sur des bases fragiles (Mollier, 1991).

Ainsi en fut-il du krach de L'Union générale, une banque catholique portée sur les fonts baptismaux par le pape Pie IX, en 1882 (Bouvier, 1960), et du krach des « cuivres », la faillite du Comptoir d'escompte de la Ville de Paris, en 1889 (Mollier, 1991). Dans les deux cas, une presse aux ordres mordit les mollets du bouc émissaire nommément désigné, la banque Rothschild. Dans le premier cas, le baron de Rothschild, connu pour son appartenance à la religion israélite, était censé s'en être pris à un confrère catholique, Eugène Bontoux, tandis que, dans le second, il avait acculé un financier protestant, calviniste, Pierre Denfert-Rochereau, au suicide (Mollier, 1991). On le voit, l'antisémitisme n'a pas attendu l'affaire Dreyfus, déclenchée à la fin de l'année 1894, pour déferler sur la France, et un autre journaliste stipendié, Edouard Drumont, indicateur de la préfecture de police avant 1870, avait publié les deux gros volumes de *La France juive* en 1886 chez un grand éditeur, Ernest Flammarion et ce, avec le soutien empressé du romancier Alphonse Daudet.⁷ Pour les journaux qui s'alignaient sur cette vision schizophrénique de la société, la religion était supposée dominer les sentiments et les passions des entrepreneurs et obscurcir leur jugement au point de déterminer leurs alliances et leurs placements. Evidemment fantasmatiques, ces analyses trouvaient cependant de nombreux défenseurs et le monde financier utilisait les haines des uns et des autres en fonction de ses intérêts, au demeurant aussi fluctuants que le cours de la Bourse de Paris ou de celle de Londres et de Francfort.

L'aventure de L'Union générale, bien qu'elle n'ait jamais été étudiée sous cet angle, ne se comprend que si on tient compte de l'aide immédiate et constante par la suite, apportée par la presse catholique à cet établissement bancaire dont ces journaux affirmaient à longueur de colonnes qu'il avait été

⁷ Sur Drumont, voir J. Y. Mollier et J. George (1994).

béni par le Saint Père et qu'il avait le soutien du Vatican (Richard, 2018). Bien que ces informations soient en partie exactes, il n'existait pas de lien organique entre l'Etat pontifical, le Saint-Siège, ou ses institutions financières, et cette banque à laquelle une grande partie de l'aristocratie catholique européenne confia ses économies. Aussi longtemps qu'elle ne s'attaqua pas au marché des chemins de fer allemands et autrichiens, elle put continuer à engranger des profits mais, lorsque le cycle économique se retourna, et qu'elle attaqua un marché dans lequel les Rothschild étaient effectivement très présents, elle trouva un adversaire redoutable en face d'elle et fut dans l'incapacité de continuer à verser les dividendes qu'attendaient actionnaires et obligataires. Mise en liquidation en raison des fautes de gestion de ses dirigeants et de la conjoncture, franchement mauvaise en 1881, elle fit faillite en janvier 1882 sans qu'il y ait lieu de désigner des coupables à cette chute qui ruina plus d'une famille catholique et royaliste, notamment dans les provinces françaises où l'information économique circulait mal et où la confiance en une institution dont le pape semblait s'être porté caution allait de soi (Bouvier, 1960). Si ces épargnants avaient su que les financiers catholiques les plus avertis avaient retiré leurs fonds dès les premiers symptômes de la crise, ils les auraient imités mais, au lieu de se dresser contre ces mauvais bergers, et d'attaquer la presse de leur camp qui les avait bernés et maintenus dans leur aveuglement, ils se déchaînèrent contre la banque juive, accusée de tous les maux (Mollier, 1991, pp. 277-313).

Le même scénario devait se reproduire sept ans plus tard lorsqu'à la suite de prises de positions très risquées sur le marché des cuivres, Pierre Eugène Denfert-Rochereau qui avait tenté d'obtenir le monopole de ce métal précieux préféra se suicider plutôt que d'affronter la colère des actionnaires de sa société, le Comptoir d'escompte de la Ville de Paris (Mollier, 1991, pp. 277-313). Né en 1848 comme la réponse la mieux appropriée au besoin de financement des commerçants, artisans, négociants et petits industriels, cet établissement bancaire s'était considérablement développé sous le second Empire et s'était transformé en une banque d'affaires opérant à l'échelle de la planète. En s'intéressant au nickel de Nouvelle Calédonie et du Canada, il se heurtait, là encore, aux intérêts des Rothschild, très impliqués dans ce négoce, et, comme il avait tenté de leur porter des coups plutôt rudes en tentant de monopoliser le commerce de ce minerai rare, il en paya les conséquences de façon dramatique. La presse qui avait encouragé les épargnants français à le suivre dans sa manœuvre s'en prit alors au bouc émissaire tout désigné,

ce Rothschild qu'une lettre du banquier retrouvé mort était censée accuser d'être le vrai responsable de son décès (Mollier, 1991, pp. 277-313).

Dans les deux cas, la presse payée par les secteurs de l'économie intéressés par ces opérations aurait pu être considérée comme la véritable responsable des mouvements de l'épargne mais, en détournant l'attention du public et en orientant son animosité et sa soif de vengeance vers d'autres pseudo-responsables, elle parvint à échapper à la sanction qui l'attendait. Toutefois, lorsque le banquier qui signe « Micros » ses articles donnés à *La Libre Parole* d'Edouard Drumont et intitulés « Les dessous du Panama », révélera que des dizaines de journaux ont été payés par le baron de Reinach, Cornélius Herz et Léopold Arton, les trois courtiers d'affaires chargés de rabattre vers la Compagnie universelle du canal interocéanique l'épargne des Français, la presse sera à son tour considérée comme un des acteurs du scandale (Mollier, 1991, pp. 399-451). Avec les banques qui avaient placé les 300 millions de francs du capital en 1880 puis les emprunts obligataires de 1882, 1883, 1884, 1886 et 1888, la presse avait en effet soutenu de toutes ses forces cette entreprise dont elle ne cessait d'affirmer qu'elle était en train de réaliser un exploit technologique en Amérique centrale alors même que tous ceux qui s'étaient rendus sur place savaient que c'était un échec monstrueux. Si on ajoute que Gustave Eiffel, pourtant un authentique ingénieur spécialiste de l'acier, n'avait pas trouvé le temps de se rendre sur le site du canal avant de faire fabriquer par ses ateliers les énormes écluses chargées de réguler la hauteur de l'eau dans le canal, et qu'il sera condamné à une peine de prison ferme pour surfacturation de ces mêmes écluses, on aura compris que très nombreuses furent les sociétés qui contribuèrent à la déconfiture des huit cent mille épargnants victimes de la liquidation de la compagnie (Mollier, 1991, pp. 399-451).

Les « affaires » de Panama, comme on les dénomma, le scandale, pour utiliser un terme postérieur, présentent ainsi de multiples facettes et les responsabilités de ceux qui profitèrent de ce formidable détournement de l'épargne française sont multiples. Toutefois, comme le virent avec netteté certains contemporains, la presse et les grandes banques furent bien les auteurs principaux de cette gigantesque tromperie de l'opinion. Sur les 1 335 millions apportés par les épargnants, 122 millions avaient été détournés de leur but au profit des banques et de la presse qui avait obtenu 12 millions selon les chiffres avancés par les experts. S'il n'y eut pas scandale au sens judiciaire car ni la presse ni les banques ne pouvaient être considérées comme responsables pénalement, il y eut bien volonté délibérée de tromper les lec-

teurs et de capter leur confiance parce que de la réussite des placements successifs des actions et obligations dépendait la poursuite d'un intéressement particulièrement lucratif des journaux à ces campagnes (Bouvier, 1964). Plus les épargnants apportaient d'argent à la compagnie et plus celle-ci achetait d'espaces publicitaires dans les journaux susceptibles de lui en fournir. Comme elle était généreuse et peu portée à vérifier l'impact des articles qui vantaient son action, elle multiplia les gestes de sympathie envers les journaux, sans oublier de donner aux journalistes les plus favorables à son œuvre la récompense qu'ils attendaient. Ainsi la corruption était-elle allée crescendo au point que l'on trouve peu de reportages objectifs sur la réalité des travaux effectués avant que Paul Leroy-Beaulieu, dans *L'Economiste français* du 25 juin 1885 n'émette les premiers doutes sur la capacité de l'entreprise à achever un jour le percement de l'isthme de Panama (Mollier, 1991).

L'ABOMINABLE VÉNALITÉ DE LA PRESSE FRANÇAISE

Cette accusation gravissime fut portée, on l'a dit, par un spécialiste de la corruption active des journalistes et des journaux, Arthur Raffalovitch, conseiller du ministre des Finances du tsar. Fils d'un banquier né à Odessa et établi à Paris, dont l'un des fils, André, surnommé « Monsieur bébé », fut l'ami d'Oscar Wilde, Arthur Raffalovitch avait la redoutable tâche de gagner les faveurs des faiseurs d'opinion des années 1890-1910. Il n'hésita pas à proposer ses services aux principaux journaux parisiens et *Le Matin* de Maurice Bunau-Varilla fut l'un de ceux qui exigea de plus en plus d'argent pour justifier son soutien aux campagnes de drainage de l'épargne française en direction de la Russie (Mollier, 1991, pp. 318-319). Cela n'empêcha pas le même personnage d'envoyer, en 1905, un de ses reporters les plus réputés, Gaston Leroux, couvrir la révolution mais il en allait de la crédibilité de ce grand quotidien qui ne pouvait, décemment, passer à côté d'une révolution qui secouait le pays et se révéla la répétition de la suivante. Cette attitude du *Matin* en 1905 mérite que l'on s'y attarde car certains historiens s'appuient sur cette apparente objectivité du journal de Bunau-Varilla pour mettre en doute l'efficacité de l'achat des journaux par la Compagnie universelle du canal interocéanique ou par le ministère russe des Finances (Martin, 1997). A la différence de Marc Martin, spécialiste de la presse, qui a plutôt tendance à minorer les effets de la corruption, nous pensons que l'importance même des sommes réunies par

l'entreprise de Ferdinand de Lesseps, 1 335 millions de francs-or, ou cinq milliards de dollars d'aujourd'hui, atteste la réussite au moins partielle de cette activité de lobbying.

Il en fut de même pour le placement de l'épargne française en Russie qui n'aurait sans doute pas été aussi massif si des campagnes intéressées et systématiques n'avaient pas été entreprises avec constance. Cela n'empêcha pas la presse, dans un cas comme dans l'autre, d'effectuer son travail d'information quand les circonstances interdisaient toute autre attitude, mais on ne peut inférer de la présence d'articles alertant les lecteurs sur les obstacles à l'achèvement du percement de l'isthme de Panama, ou sur la répression sanglante de la révolution de 1905, le caractère secondaire de cette vénalité. Il en fut à la fin du XIX^e siècle comme à celle du suivant quand la banque Lehmann Brothers trafiquait les comptes de l'Etat grec pour faciliter son entrée dans l'Union européenne et les crises des Etats russe en 1905-1917 ou grec en 2008-2015 illustrent à leur façon les conséquences catastrophiques de la vénalité de la presse.⁸ Même si on ne peut réduire ces crises à cette cause unique, l'achat de journalistes et d'hommes politiques a pesé et pèse encore aujourd'hui d'un poids certain sur les mouvements de l'opinion. La crise des *subprimes* de 2008 est dans toutes les mémoires et l'on ne saurait sous-estimer les effets, là encore, de l'achat délibéré de plumes amies afin de les amener à orienter l'épargne dans un sens ou dans un autre. Les chiffres fournis par René Girault, le premier historien français à avoir eu accès aux archives russes à la fin des années 1960, parlent d'ailleurs d'eux-mêmes. En 1912, les fonds levés à Paris par l'Etat russe atteignaient la somme vertigineuse de 12 milliards de francs –35 milliards de dollars– réunis en dix-huit emprunts successifs, et ce, sans compter les cinq milliards de francs –15 milliards de dollars actuels– prélevés pour financer les chemins de fer russes. Au total, et tous emprunts confondus, René Girault évaluait à dix-huit milliards –au moins cinquante milliards de dollars d'aujourd'hui– l'épargne française dérivée vers la Russie depuis la fin de l'année 1888, soit quinze fois plus que ce qu'avait réuni Ferdinand de Lesseps entre 1880 et 1888 (Girault, 1973).

⁸ Pour la crise de 2008, on attend une étude impartiale mettant en cause l'absence de curiosité de la presse américaine avant l'écroulement de la banque Lehmann Brothers. Les révélations opérées par la publication des *Panama Papers* ont permis de mieux comprendre ces mécanismes.

Il va de soi que de telles sommes n'auraient jamais pu être apportées aux établissements de crédit qui assuraient le placement des actions ou des obligations émises à cette occasion si la presse dans son ensemble n'avait apporté un soutien résolu à ces initiatives. Qu'il s'agisse des grands quotidiens nationaux ou régionaux qui se portent garants de l'objectivité de l'information, y compris en ce qui concerne leurs pages consacrées à la Bourse, ou des journaux spécialisés, tous concourent, à un degré variable, à la fabrication de l'opinion en matière économique et financière. Qu'ils aient, à certains moments, redouté les conséquences de leurs encouragements, et pris soin de faire rédiger des articles qui semblaient aller à l'encontre du mouvement d'euphorie en faveur de cette levée de l'épargne nationale ne change rien à leur responsabilité fondamentale. A partir de l'instant où un patron de presse considère que son intérêt personnel passe avant la véracité de l'information, il a mis le doigt dans un engrenage dangereux qui fausse complètement son rapport à la vérité. C'est d'ailleurs cela que les contemporains du scandale de Panama, de l'affaire Rochette puis du scandale de la *Gazette du franc* de « la banquière » –Marthe Hanau– ou de l'affaire Stavisky déclenchée en 1934 et qui provoqua une émeute sanglante à Paris, reprochèrent à ceux qui les avaient trompés (Mollier et George, 1994). La violence de ces « affaires » ou « scandales » qui accompagnent faillites, krachs et autres liquidations d'entreprises est à la hauteur des espérances déçues et, si l'on ne pendit pas de banquier autrement qu'en effigie lors de ces flambées de l'opinion, il s'en fallut de peu. Quant aux dénonciations concernant « la presse pourrie », elles furent à l'origine de la réflexion des résistants français qui, entre 1940 et 1944, réfléchirent pour essayer, à la Libération, de réformer en profondeur le statut de la presse (Mollier, 2018). Qu'ils n'y soient pas parvenus prouve que la tâche était complexe et qu'il était impossible de parvenir à un consensus en la matière mais ne constitue nullement une preuve que le problème de l'argent dans la presse n'était pas l'un des plus épineux à résoudre.

LA NAISSANCE DE L'ÉTAT DU PANAMA

En guise de conclusion, on se contentera de rappeler l'étrange accouchement de l'Etat du Panama, le 3 novembre 1903. Au moment précis où un navire de guerre américain, le *Nahsville*, venait mouiller au large du port de Colon, sur la côte pacifique, au soir du 2 novembre, le signal de la révolte était lancé

par ceux qui avaient reçu des fonds levés par un ingénieur français, Philippe Bunau-Varilla, le frère du patron du *Matin* de Paris. Agent du consortium bancaire qui négociait depuis plusieurs années le transfert des avoirs de la compagnie française du canal interocéanique à une nouvelle société américaine, l'aventurier avait placé les fonds de son consortium à l'agence du Crédit Lyonnais de Paris qui les avait transférés à Bruxelles puis de là à New York pour être en partie redirigés sur l'un des Etats qui composaient alors les Etats-Unis de Colombie, le futur Etat du Panama. La garnison de Colon fut payée par l'argent de la corruption, de même que le premier président de cet Etat, le médecin Manuel Amador Guerrero, et, comme il n'existait pas de drapeau, ce fut Madame Bunau-Varilla qui se chargea de dessiner le drapeau national de cet Etat, immédiatement reconnu par le Congrès des Etats-Unis, le 16 novembre 1903 (Mollier, 1991, pp. 453-476).

Ayant profité avec beaucoup de cynisme mais également un sens réel de la stratégie, de la situation de crise aiguë qui sévissait dans la région du canal depuis trois ans, les conjurés emmenés par Philippe Bunau-Varilla avaient mis un terme à l'état de révolution en séparant le Panama de la Colombie. Cinq jours plus tard, le traité Hay-Bunau-Varilla scellait l'accord entre le Panama et les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la construction du canal interocéanique et ce traité allait être ratifié par les parlements des deux pays, le 2 décembre à Panama, et le 23 février 1904 à Washington. Le 22 avril suivant, une convention définitive permettait aux financiers français d'obtenir le remboursement de leurs avoirs et à la compagnie nord-américaine de se retrouver propriétaire, pour 99 ans, de 500 000 hectares de terres sur la zone du canal et du droit imprescriptible de considérer cet Etat comme une sorte de dépendance étatsunienne pour la même durée (Mollier, 1991, pp. 453-476). Pour y parvenir, on inventerait bientôt, le 24 août 1912, une législation spéciale pour transformer la zone du canal de Panama en administration d'Etat dépendant directement du président des Etats-Unis ce qui permettrait aux *Marines* d'intervenir chaque fois que les intérêts de leur pays seraient menacés ou qu'un gouvernement local déplairait à celui du protecteur.

La suite est connue et, grâce au savoir-faire des ingénieurs américains, et encore davantage aux expériences conduites à Cuba en matière d'extermination des moustiques par le pétrole, le problème de la fièvre jaune fut éteint par le feu, et, au moment où débutait la Première Guerre mondiale, le 3 août 1914, le navire *Cristobal* dans lequel avait embarqué Philippe Bunau-Varilla, inaugurait le canal de Panama. Il avait quand même fallu dépenser plus d'un

milliard cent millions de francs pour y parvenir et créer un lac artificiel aussi vaste que le lac Léman mais l'isthme avait été percé et les deux océans enfin reliés. A l'heure où le *Cristobal* franchissait les écluses, un monde allait s'éteindre, dans la folie meurtrière de la guerre européenne, tandis qu'un autre s'ouvrirait dans lequel les grandes affaires, couvertes et encouragées par la presse, se développeraient sans pratiquement aucun frein. La doctrine Monroe trouvait dans la présence américaine à Panama de nouvelles raisons de se déployer et la Première Guerre mondiale allait marquer la fin de la présence européenne en Argentine et au Brésil (Compagnon, 2013). La presse ne pouvait évidemment être tenue pour responsable de ces changements fondamentaux dans la géopolitique mais sa corruption avait contribué, pour une part non quantifiable, à ces mutations.

En s'habituant à imprimer la légende quand elle est plus belle que la vérité, en refusant d'introduire un peu de distance critique dans sa présentation des héros du jour, la presse avait ouvert la porte à tous les excès que l'on reprochera aux nouveaux médias du xxe siècle. Elle s'était écartée des règles fixées à la fin du xviii^e siècle quand s'était esquissé ce que Tocqueville nomma le « quatrième pouvoir » au sens où Montesquieu avait défini les trois autres bases des régimes démocratiques (Tocqueville, 1986). Le xix^e siècle allait cependant montrer que, face aux besoins de financement toujours plus importants des grandes entreprises de chemins de fer, d'automobiles puis d'aviation, pour ne citer qu'elles, ce pouvoir se montrerait très fragile et, en de nombreuses circonstances, incapable de protéger les citoyens contre la désinformation et le mensonge. Certes, c'est la presse qui révéla les scandales, y compris les scandales impliquant la presse, mais l'attitude des journaux européens pendant la Grande Guerre ne plaide pas en leur faveur et ne permet en aucun cas de parier pour une capacité des médias à s'amender ou à se réformer (Mollier, 2019).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Balzac, H. de (1837). *César Birotteau*, Paris.
- Becker, C. et Dufief, P. J. (dir.). (2017). *Dictionnaire des naturalismes* (2 vol.). Paris: Honoré Champion.
- Bellanger, C. (dir.) et al. (1969-1979). *Histoire générale de la presse française* (5 vol.). Paris: PUF.
- Bellet, R. (1995). *Jules Vallès*. Paris: Fayard.

- Belloni, G. (1949). *Aulard, historien de la Révolution française*. Paris: PUF.
- Berstein, S. et Becker, J. J. (1987). *Histoire de l'anticommunisme*. (T. 1, 1917-1940). Paris: Olivier Orban.
- Blancheton, B. et Bonin H. (dir.) (2017). *Crises et batailles boursières en France*. Genève: Droz.
- Bouvier, J. (1960). *Le krach de l'Union Générale, 1878-1885*. Paris: PUF.
- Bouvier, J. (1961). *Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882, les années de formation d'une banque de dépôt*. Paris: SEVPEN.
- Bouvier, J. (1964). *Les deux scandales de Panama*. Paris: Julliard (collection Archives).
- Compagnon, O. (2013). *L'adieu à l'Europe. L'Amérique latine et la Grande Guerre (Argentine et Brésil (1914-1939))*. Paris: Fayard.
- D'Almeida, F. et Delporte, Ch. (2005). *Histoire des médias en France. De la Grande Guerre à nos jours*. Paris: Flammarion (coll. Champs).
- Daudet, A. (1877). *Le nabab*. Paris: Marpon et Flammarion.
- Dauphiné, J. (2004). *Henri Rochefort. déportation et évasion d'un polémiste*. Paris: L'Harmattan.
- Delporte, Ch. (1999). *Les journalistes en France. 1880-1850*. Paris: Seuil.
- Feydeau, E. (1873). *Mémoires d'un coulissier*. Paris: Michel Lévy frères.
- Feyel, G. (1999). *La presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*. Paris: Ellipses.
- Girault, R. (1973). *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*. Paris: Armand Colin.
- Kalifa, D. (dir.) et al. (2011). *La civilisation du journal*. Paris: Nouveau Monde éditions.
- Kracauer, S. (1994). *Jacques Offenbach ou le secret du second Empire* (trad. fr.). Paris: Gallimard.
- Lemarié, Y. et Michel, P. (dir.). (2011). *Dictionnaire Octave Mirbeau*. Paris: L'Âge d'homme.
- Martin, M. (1997). *Médias et journalistes de la République*. Paris: Odile Jacob.
- Marx, K. (1984). *Les luttes de classes en France [1850]*. Paris: Editions sociales.
- Michel, P. (2001). Introduction à, *Un Gentilhomme*. In O. Mirbeau, *Œuvre romanesque* (t. III, pp. 867-872). Paris: Buchet-Chastel.
- Michel, P. et Nivet, J. F. (1990). *Octave Mirbeau l'imprécatteur au cœur fidèle*. Paris: Librairie Séguier.
- Milza, P. (2004). *Napoléon III*. Paris: Fayard.
- Modiano, R. (1935). *La presse pourrie aux ordres du capital, imprimerie du Populaire*. Limoges.
- Mollier, J. Y. (1991). *Le scandale de Panama*. Paris: Fayard.
- Mollier, J. Y. (2018). *L'Âge d'or de la corruption parlementaire, 1930-1980*. Paris: Perrin.

- Mollier, J. Y. (2019). La Cour de cassation face à la censure et au bourrage de crâne. In P. Galanopoulos (dir), *La Cour de cassation et la Grande Guerre*, Paris: Dalloz (à paraître).
- Mollier, J. Y. et George, J. (1994). *La Plus Longue des Républiques. 1870-1940*. Paris: Fayard.
- Oriol, P. (2014). *Histoire de l'affaire Dreyfus* (2 vol.). Paris: Les Belles Lettres.
- Pinon, P. et Des Cars, J. (1998). *Paris Haussman. Le pari d'Haussmann*. Paris: Picard.
- Raffalovitch, A. (1931). *L'abominable vénalité de la presse française*. Paris: Librairie du travail.
- Richard, E. (2018). *L'Argent de Zola et le krach de l'Union Générale. Une lecture juridique* (2 vol.). Genève: Droz.
- Simon, M. (1971). *The Panama Affair*. New York: Charles Scribner and Sons.
- Tocqueville, A. de (1986). *De la démocratie en Amérique [1835-1841]*, rééd. Paris: Robert Laffont (coll. Bouquins).
- Vallès, J. (1975). *L'Argent [1857]*, rééd. in *Œuvres*, (t. 1). Paris: Gallimard (Bibliothèque de la Pléiade).
- Yon, J. C. (2009). *Le Second Empire: politique, société, culture*. Paris: A. Colin.
- Zola, E. (1890). *L'Argent*. Paris: Charpentier et Fasquelle.
- Zola, E. (1898). *Paris*. Paris: Charpentier et Fasquelle.